

Conférence sur le climat . au-delà d'une position d'attente : la Suisse face aux enjeux de la conférence de Copenhague

Autor(en): **Schöni Bartoli, Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1844

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013987>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Et à l'échéance d'un brevet, elle n'hésitent pas à mettre sur le marché un produit semblable vendu au prix fort comme une nouveauté (DP 1742). Une pratique favorisée par le laxisme de l'autorité d'accréditation des médicaments. On sait la pression exercée par l'industrie pharmaceutique sur le corps médical pour imposer ses médicaments et les sommes colossales dépensées pour la publicité – entre 600 et 900 millions de francs pour le seul marché helvétique. Il n'en faut pas moins pour convaincre le quidam des bienfaits d'un

produit qui n'aura qu'un impact limité, voire aucun effet sur son état de santé. On connaît les liaisons dangereuses entre l'industrie et la recherche clinique, le manque de transparence des essais et l'absence de publicité de l'ensemble des résultats obtenus.

A l'heure où les pharmaceutiques cherchent à polir leur image, il faut relire des ouvrages tels que *Le prix des médicaments*, publié aux Editions d'En Bas en 2006 (DP 1757) et *Hold-up sur la santé* (DP 1682). Ils documentent à

foison la face sombre de cette industrie dont l'objectif premier reste le profit et non la santé publique. Pour preuve les efforts qu'elle déploie pour influencer les pouvoirs publics ici – on se souvient de la volte-face du président des démocrates-chrétiens sur les importations parallèles après une visite à Bâle – et ailleurs, par exemple aux Etats-Unis pour torpiller le réforme de l'assurance maladie (DP 1682). Resterons-nous longtemps encore longtemps éblouis par la bonne santé économique de cette industrie pour laquelle nous payons le prix fort?

Conférence sur le climat: au-delà d'une position d'attente

La Suisse face aux enjeux de la conférence de Copenhague

Daniel Schöni Bartoli (8 novembre 2009)

Du 7 au 18 décembre 2009 aura lieu la conférence de Copenhague des parties à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique. Le but est de trouver un successeur au protocole de Kyoto dont la validité court jusqu'en 2012. Si ce dernier a joué un rôle symbolique, ses résultats sont restés très décevants. Début novembre, les délégations des 175 Etats se sont réunies à Barcelone pour une semaine de négociation sur les textes censés permettre des décisions en décembre.

Les enjeux de la conférence concernent la fixation des niveaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), le financement de mesures d'adaptations pour les pays en développement et le transfert de technologies. Selon

le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), il resterait entre 10 et 20 ans pour inverser les tendances en terme de réchauffement dû aux GES et cet organisme recommande une réduction de 25 à 40% des émissions pour les pays développés d'ici 2020, puis de 80 à 95% pour 2050 ainsi qu'une réduction de 50% d'ici 2020 pour les pays plus pauvres. Le but de la manœuvre est d'éviter impérativement un réchauffement de plus de deux degrés au-delà duquel les dégâts ne seraient plus maîtrisables. Alliance Sud, qui réunit six organisations suisses actives dans la coopération au développement et qui préconise une réduction de 40% pour notre pays d'ici 2020, semble plutôt craindre que la montagne accouche

d'une souris.

En effet, l'enjeu est de convaincre les pays en voie de développement de s'engager dans des réductions sans lesquelles l'objectif global ne pourra être atteint. Etant donné l'historique et l'importance des émissions actuelles des pays développés (sans compter que c'est bien la consommation des pays riches qui explique une grande partie des émissions des pays émergents), seuls des engagements réellement ambitieux de ceux-ci pourront convaincre les pays en voie de développement, ce qui n'est pas gagné d'avance (on apprend notamment que les Etats-Unis souhaitent que l'année 2005 soit adoptée à la place de l'année 1990 habituellement retenue comme référence, ce qui permettrait

d'occulter les errements de l'ère Bush). Un des principaux enjeux de la conférence sera de réussir à obtenir des engagements contraignants au lieu de simples accords politiques de principe. A cette aune, le risque d'échec est loin d'être nul.

La Suisse n'est pas inactive sur ce terrain. Avec l'Union européenne et d'autres Etats, elle s'est engagée à une réduction d'émissions de 20% d'ici 2020, voire 30 % selon l'issue de la conférence. Elle a également proposé une taxe mondiale sur le CO2 à Barcelone. Toutefois, les pays qui souhaitent progresser rapidement restent pour l'instant minoritaires.

En Suisse, la loi sur le CO2 est actuellement en cours de révision en vue de l'après-2012. Parallèlement, une initiative populaire *Pour un climat sain* préconisant une réduction de 30% des émissions d'ici 2020 devrait passer en votation en 2011. D'autres processus encore sont en cours, en particulier une initiative *Pour les transport publics* qui pourrait contribuer à concrétiser certains efforts climatiques. La Suisse ne fait donc pas particulièrement partie des Etats les plus à la traîne dans ce domaine, même si on constate que tous les Etats ont tendance à garder leurs cartes sans les abattre avant les autres en attendant le

dernier moment pour montrer leur jeu. Et il est certain que la nature incertaine des négociations ne favorise pas la confiance.

Mais on pourrait se demander si tous les Etats, et en particulier la Suisse, ont réellement intérêt à freiner. En effet, notre pays bénéficie d'une situation de départ relativement avantageuse: réseau ferré développé, faibles distances intérieures, localisation au milieu de ses marchés d'exportation, finances publiques relativement saines, énergie électrique peu carbonée, recherche de haut niveau. Contrairement aux pays producteurs de pétrole ou exportateurs d'automobiles, on peine à mettre en avant un intérêt impératif à prolonger l'ère des hydrocarbures. Au contraire, on peut concevoir sans trop de peine les gains potentiels d'une économie qui se tournerait avec une relative précocité vers l'économie du XXIe siècle en prenant ouvertement le parti d'une diminution rapide des émissions de GES.

Une période de stagnation de l'activité est attendue en Europe par de nombreux économistes et un projet global favorisant la mise sur pied d'une économie durable pourrait offrir une substitution stimulante à l'économie de la consommation effrénée. Les

propositions ne manquent pas et concernent tous les aspects de la vie économique et sociale: construction, aménagement du territoire, fiscalité écologique, relocalisations d'activités, recherche, agriculture, alimentation. Des projets qui permettraient à la Suisse de se positionner avantageusement sont légion. A l'heure où on envisage de taxer la mobilité des pendulaires, on devrait aussi oser remettre en question le dogme de la mobilité à tout prix et chercher des solutions qui privilégient une mobilité maîtrisée. On peut en particulier se demander jusqu'à quel point il est souhaitable de continuer à favoriser la déduction fiscale des longs déplacements professionnels et des voyages en avion.

Bien sûr, un certain nombre d'intérêts économiques feront tout pour s'opposer à cette démarche à l'instar du premier parti de Suisse, l'UDC, qui considère toujours le réchauffement climatique comme un non-problème. Mais on peut aussi montrer que les reconversions coûteront tôt ou tard très cher, comme l'a montré le rapport Stern et qu'un engagement écologique est de nature à économiser des moyens financiers titanesques. Il ne faudrait pas oublier que les premiers qui mettront en place une économie moins vorace en énergie en retireront des bénéfices à terme.